

**Comité préparatoire  
de la Conférence des Parties  
chargée d'examiner le Traité  
sur la non-prolifération  
des armes nucléaires en 2015**

Distr. générale  
28 avril 2014  
Français  
Original : anglais

**Troisième session**

New York, 28 avril-9 mai 2014

**Création d'une zone exempte d'armes nucléaires  
au Moyen-Orient**

**Rapport présenté par la République islamique d'Iran  
en application du paragraphe 9 de la section IV  
des conclusions et recommandations concernant  
les mesures de suivi adoptées à la Conférence  
des Parties chargée d'examiner le Traité sur la  
non-prolifération des armes nucléaires en 2010<sup>1</sup>**

1. L'article VII du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires souligne l'importance de la création de zones exemptes d'armes nucléaires en reconnaissant le « droit d'un groupe quelconque d'États de conclure des traités régionaux de façon à assurer l'absence totale d'armes nucléaires sur leurs territoires respectifs ». Saluant les efforts visant à créer des zones exemptes d'armes nucléaires dans toutes les régions du monde, la République islamique d'Iran accorde une grande importance et un soutien sans réserve à l'établissement d'une telle zone au Moyen-Orient. Afin de parvenir à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans l'importante région du Moyen-Orient et de réaliser les buts et objectifs énoncés dans la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, tels qu'ils ont été réaffirmés dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000 et dans les conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi adoptées à la Conférence d'examen de 2010, la République islamique d'Iran fait rapport de ce qui suit.

2. C'est en 1974 que la République islamique d'Iran a avancé pour la première fois l'idée de créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Chaque année depuis 1982, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte par consensus une résolution à ce sujet, ce qui montre bien le soutien résolu et constant que la création d'une telle zone recueille à l'échelle mondiale.

<sup>1</sup> NPT/CONF.2010/50 (Vol. I).



**Le programme d'armement nucléaire d'Israël, principal obstacle à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient**

3. Aujourd'hui, le régime sioniste est le seul de la région à n'être pas partie au Traité. Malgré les appels réitérés de la communauté internationale, attestés par la résolution sur le Moyen-Orient adoptée par la Conférence d'examen et de prorogation de 1995 et les résolutions de l'Assemblée générale, de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de l'Organisation de la coopération islamique, le régime sioniste n'a pas adhéré au Traité, ni soumis ses installations nucléaires clandestines au régime des garanties généralisées de l'AIEA. À ce jour, il se garde même de déclarer son intention d'adhérer au Traité. Ses armes nucléaires et ses activités nucléaires hors garanties, ainsi que son refus persistent d'adhérer aux instruments internationaux juridiquement contraignants interdisant les armes de destruction massive, compromettent gravement la paix et la sécurité régionales et internationales, et mettent en péril le régime de la non-prolifération.

4. Les Conférences d'examen de 2000 et 2010 ont réaffirmé l'importance de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient. En raison des dispositions importantes de cette résolution, la République islamique d'Iran est fermement convaincue qu'elle devrait être mise en œuvre dans les meilleurs délais, notamment par ses coauteurs (États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), qui sont dépositaires du Traité. Compte tenu des décisions adoptées à la Conférence d'examen et de prorogation de 1995, c'est à ces États qu'incombe la responsabilité principale de prendre des mesures concrètes pour s'acquitter de leurs engagements au titre de cette résolution.

5. La Conférence d'examen de 2000 a réaffirmé « combien il importe, pour la réalisation de l'objectif de l'adhésion universelle dans la région du Moyen-Orient, qu'Israël adhère au Traité de non-prolifération et soumette toutes ses installations nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique ». Il est incontestable que l'adhésion inconditionnelle du régime sioniste au Traité et la conclusion d'un accord de garanties généralisées avec l'AIEA permettraient de créer rapidement une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Le non-respect par les États parties au Traité de leurs engagements, consacrés par cette importante résolution, ne peut qu'encourager ce régime à demeurer une source de menaces et d'instabilité au Moyen-Orient et à faire fi des aspirations de la communauté internationale en se maintenant à l'écart du Traité et du système des garanties généralisées. À cet égard, nous croyons que certains rapports nationaux négligent les implications négatives de l'intransigeance du régime sioniste, qui refuse d'adhérer au Traité, et que, de ce fait, ils n'ont pas l'efficacité qu'ils devraient avoir en ce qui concerne la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient.

6. Conformément à ses obligations au titre des articles II et III du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, toutes les installations nucléaires de la République islamique d'Iran poursuivent des objectifs pacifiques et sont soumises aux garanties généralisées de l'AIEA. De plus, en vue de contribuer à l'avènement d'un monde exempt d'armes de destruction massive, la République islamique d'Iran a signé le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et ratifié la Convention sur les armes chimiques, la Convention sur les armes biologiques et le Protocole de Genève de 1925. En comptant ainsi parmi les États du Moyen-Orient qui ont adhéré à un grand nombre d'instruments relatifs à la non-prolifération et au

désarmement, l'Iran manifeste clairement son attachement à la cause du désarmement et de la non-prolifération, et apporte la preuve des efforts qu'il déploie pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

7. Dans le cadre des dialogues bilatéraux et multilatéraux qu'elle a engagés avec d'autres États parties au Traité, la République islamique d'Iran a toujours exhorté ceux-ci à contribuer activement à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Afin de promouvoir la cause du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, elle a en outre organisé deux conférences internationales sur le désarmement et la non-prolifération à Téhéran, en 2010 et 2011, afin notamment d'examiner les différents moyens de parvenir à créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient. Nombre de participants à ces conférences ont désigné le programme d'armes nucléaires du régime sioniste comme principale difficulté et seul obstacle à la création d'une telle zone.

8. Malheureusement, l'immobilisme imposé au Conseil de sécurité durant plusieurs décennies en ce qui concerne le programme d'armement nucléaire bien connu de tous mené par le régime sioniste a incité ce dernier à reconnaître ouvertement qu'il possédait des armes nucléaires, comme l'a fait son Premier Ministre lors d'un entretien accordé à la télévision allemande le 12 décembre 2006, allant ainsi à l'encontre de l'idée si longtemps caressée de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. De plus, en mettant au point et en détenant des armes nucléaires, ce régime ne se borne pas à violer les principes fondamentaux du droit international, la Charte des Nations Unies, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et un grand nombre de résolutions adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et la Conférence générale de l'AIEA; il fait également fi, de manière ostensible, des exigences et préoccupations de la vaste majorité des États Membres de l'ONU et brave en permanence et avec obstination la communauté internationale, qui n'a cessé d'adjurer ce régime de renoncer aux armes nucléaires et d'adhérer au Traité. Enfin et surtout, dans sa déclaration datée du 5 février 2007, le Mouvement des pays non alignés a exprimé la profonde préoccupation que lui inspire l'acquisition, par le régime sioniste, d'une capacité nucléaire qui fait peser une menace grave et durable contre la sécurité des pays voisins et des autres pays, et il a condamné ce régime en raison de son initiative et de la déclaration susmentionnée faite à cet égard, ainsi que de la poursuite de la constitution d'arsenaux nucléaires.

9. Les attaques et les actes d'agression brutaux perpétrés par le régime israélien contre ses voisins et le refus opposé à tous les appels de la communauté internationale l'exhortant à cesser de violer les normes et principes internationaux démontrent combien la menace que représente un régime aussi agressif est sérieuse. Inutile de préciser à quel point des armes nucléaires entre les mains d'un tel régime peuvent constituer une grave menace pour la paix et la sécurité régionales et internationales. C'est le seul régime qui a la triste réputation d'avoir attaqué les installations nucléaires d'États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qui menace toujours d'attaquer les installations nucléaires pacifiques d'autres États de la région soumises aux garanties de l'AIEA.

10. Il importe que le Conseil de sécurité assume ses responsabilités en vertu de la Charte des Nations Unies et prenne rapidement des mesures appropriées pour mettre fin à cette menace grave et évidente pour la paix et la sécurité internationales. Seul le régime sioniste s'oppose à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires, et

le Moyen-Orient ne connaîtra pas la paix et la stabilité tant que l'arsenal nucléaire massif dont s'est doté ce régime menacera la région et le reste du monde. Il convient de mentionner ici les résolutions adoptées par la Conférence générale de l'AIEA au sujet de la capacité nucléaire du régime et de l'application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient, qui expriment elles aussi la préoccupation internationale au sujet de la menace que fait peser le programme d'armement nucléaire de ce régime pour la paix et la sécurité régionales et internationales en se dressant comme principal obstacle à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

11. Dans l'attente de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires, la République islamique d'Iran estime qu'aucun pays de la région ne doit acquérir d'armes nucléaires ni permettre la présence, sur son territoire ou sur les territoires placés sous sa juridiction ou son contrôle, d'armes nucléaires ou de dispositifs explosifs nucléaires. Les pays doivent également s'abstenir de toute action contraire à la lettre ou à l'esprit du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et aux résolutions et documents finaux consensuels issus des conférences d'examen du Traité, ainsi qu'aux résolutions des Nations Unies et de la Conférence générale de l'AIEA ayant trait à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

12. La République islamique d'Iran est convaincue que les conférences d'examen ont un rôle important à jouer dans la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. La Conférence d'examen de 2015 devrait décider de la création d'un organe subsidiaire relevant de la Grande Commission II qui serait chargé d'examiner cette question et de formuler des recommandations concrètes sur les mesures urgentes et pratiques à prendre en vue de l'application de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée par la Conférence d'examen et de prorogation de 1995, ainsi que les mesures contenues dans le Document final et les conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi adoptées aux Conférences d'examen de 2000 et 2010, respectivement. L'Iran est d'avis que la mise en œuvre le plus rapidement possible en 2014 des mesures pertinentes contenues dans les conclusions et recommandations relatives aux mesures de suivi adoptées à la Conférence d'examen de 2010, notamment celle relative à la convocation par le Secrétaire général de l'ONU et les co-auteurs de la résolution sur le Moyen-Orient de 1995 d'une conférence internationale en 2012, devrait déboucher sur l'adhésion rapide et inconditionnelle du régime sioniste d'Israël au Traité en tant que Partie non dotée d'armes nucléaires. Fidèle à la position qu'elle a adoptée de longue date et à son engagement envers la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, la République islamique d'Iran a participé dans un esprit positif aux consultations menées par le Facilitateur finlandais de la conférence. L'Iran s'est en outre officiellement déclaré prêt à prendre part à la Conférence avant la date de convocation de celle-ci, qui devait se tenir en 2012 à Helsinki. Cette déclaration demeure valable. L'Iran exhorte les parrains et le facilitateur à fixer pour la convocation de cette conférence une date qui soit la plus rapprochée possible et, en tout état de cause, avant la fin de 2014. En fait, l'Iran n'a pas été surpris que la conférence qui devait se tenir à Helsinki ait été annulée parce que le régime israélien s'y opposait. Dans ce contexte, il serait utopique d'espérer une quelconque amélioration en ce qui concerne les perspectives de création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient tant que la politique hypocrite du régime israélien sur les armes nucléaires et la politique des États-Unis visant à exonérer Israël du régime international de non-prolifération demeureront inchangées.

13. La République islamique d'Iran est fermement convaincue que toutes les parties au Traité, et notamment les États dotés d'armes nucléaires, devraient accorder la plus haute priorité à un accord portant sur un plan d'action et un calendrier prévoyant l'adhésion universelle au Traité au Moyen-Orient, de même qu'à toutes les mesures et initiatives relatives à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. À cette fin, il faudrait exercer une pression soutenue sur le régime sioniste pour l'amener à adhérer au Traité, dans les meilleurs délais et sans conditions, en tant que Partie non dotée d'armes nucléaires, et à soumettre toutes ses installations nucléaires aux garanties généralisées de l'AIEA, ouvrant ainsi la voie à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient – attendue depuis si longtemps. Si la Conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient devait se tenir dans le futur, elle constituerait une instance subsidiaire de la Conférence d'examen et devrait par conséquent en suivre les procédures.

14. Afin de soutenir les droits des États parties prévus à l'article VII du Traité et de renforcer l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient ainsi que les accords conclus aux Conférences d'examen de 2000 et 2010, la République islamique d'Iran estime que tous les États parties au Traité, en particulier les États dotés d'armes nucléaires, notamment les auteurs de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, devraient continuer de faire rapport, par l'entremise du Secrétariat de l'ONU, au Président de la Conférence d'examen et aux Présidents des réunions du Comité préparatoire, comme convenu lors des Conférences d'examen de 2000 et 2010.

15. La Conférence d'examen devrait aussi créer un comité permanent chargé de suivre l'application de la résolution susmentionnée sur le Moyen-Orient et des accords conclus aux Conférences d'examen de 2000 et 2010, et de rendre compte aux États parties au Traité.

---